

CHAPITRE 7. — *Intervention pour le maintien des contacts parents-enfants dans les dossiers de rapt parentaux internationaux*

Art. 14. La direction Assistance peut, lorsqu'elle juge que le timing est propice et que les circonstances s'inscrivent dans l'intérêt supérieur de l'enfant, proposer au parent victime d'un enlèvement parental et qui réside en Belgique, la prise en charge de l'achat d'un billet d'avion entre la Belgique et le pays de résidence de l'enfant, dans sa totalité ou en partie. La direction Assistance peut également prendre en charge l'achat d'un billet d'avion permettant le retour définitif de l'enfant en Belgique, ou le billet aller-retour de son lieu de résidence vers la Belgique, afin de permettre l'exercice par le parent victime, de son droit de visite.

Art. 15. Cette intervention est limitée à l'achat d'un billet d'avion par an, en classe économique et au tarif le moins cher. Le Ministre détermine les modalités de la prise en charge du billet d'avion.

Exceptionnellement, lorsque cela s'avère indispensable à la réalisation du voyage et sur base de l'accord préalable de la direction Assistance, des frais de logement peuvent également être pris en charge dans le cadre du déplacement d'un parent victime vers le pays où réside l'enfant, selon des modalités déterminées par le Ministre.

Art. 16. Ces possibilités d'interventions cessent au moment où l'enfant accède à la majorité.

CHAPITRE 8. — *Intervention pour la mise en place de médiations familiales internationales dans les dossiers de rapt parentaux*

Art. 17. La direction Assistance peut, lorsqu'elle juge que le timing est propice et que les circonstances laissent envisager une évolution positive du dossier, proposer la prise en charge dans sa totalité ou en partie des frais de médiation familiale internationale entre le parent rapté et le parent victime, dans l'intérêt supérieur de l'enfant.

Art. 18. Cette initiative est limitée à la prise en charge des honoraires de médiation, ainsi que, exceptionnellement, des frais de déplacement du médiateur vers le lieu de résidence de l'enfant, selon des modalités déterminées par le Ministre. Cette possibilité d'intervention cesse au moment où l'enfant accède à la majorité.

Art. 19. Le Ministre détermine les modalités de sélection des médiateurs.

Art. 20. Le ministre qui a les Affaires étrangères dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 22 avril 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
D. REYNDEERS

HOOFDSTUK 7. — *Financiële tussenkomst om de contacten ouder-kind in dossiers van internationale kinderontvoeringen in stand te houden*

Art. 14. De directie Bijstand kan voor de ouder die het slachtoffer is van een kinderontvoering en die in België woont, geheel of gedeeltelijk een vliegtuigticket ten laste nemen tussen zijn woonplaats en die van het kind. De dienst Bijstand bepaalt de timing, rekening houdend met het hoger belang van het kind. De directie Bijstand kan ook de aankoop van een vliegtuigticket ten laste nemen dat de definitieve terugkeer van het kind naar België moet toelaten, evenals een retourticket vanuit de woonplaats van het ontvoerde kind naar België, dat de ouder-slachtoffer moet toelaten zijn bezoekerrecht uit te oefenen.

Art. 15. Die tussenkomst beperkt zich tot één vliegtuigticket per jaar, in economy en aan het laagste tarief. De minister bepaalt de modaliteiten voor de tenlasteneming van het vliegtuigticket.

Uitzonderlijk kunnen, indien dat noodzakelijk zou zijn om te kunnen reizen, en na voorafgaandelijk akkoord van de directie Bijstand, ook logementskosten ten laste worden genomen voor een verplaatsing van de ouder-slachtoffer naar de woonplaats van het kind. De minister legt hiervoor de modaliteiten vast.

Art. 16. Deze tussenkomsten worden stopgezet wanneer het kind meerderjarig wordt.

HOOFDSTUK 8. — *Financiële tussenkomst voor het organiseren van een internationale familiale bemiddeling in dossiers van kinderontvoering*

Art. 17. De directie Bijstand kan, indien de timing gunstig geacht wordt en een gunstige evolutie van het dossier mogelijk lijkt, voorstellen om geheel of gedeeltelijk de kosten ten laste te nemen van een internationale familiale bemiddeling tussen de ouder-ontvoerder en de ouder-slachtoffer, met het oog op het hoger belang van het kind.

Art. 18. Deze maatregel is beperkt tot de tenlasteneming van de erelonen voor de bemiddeling alsook, uitzonderlijk, de verplaatsingskosten van de bemiddelaar naar de woonplaats van het kind. De minister legt hiervoor de modaliteiten vast. Deze tussenkomsten worden stopgezet wanneer het kind meerderjarig wordt.

Art. 19. De minister bepaalt de modaliteiten voor de selectie van de bemiddelaars.

Art. 20. De minister bevoegd voor Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 april 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
D. REYNDEERS

SERVICE PUBLIC FEDERAL AFFAIRES ETRANGERES,
COMMERCE EXTERIEUR
ET COOPERATION AU DEVELOPPEMENT

[C - 2019/12810]

20 MAI 2019. — Arrêté ministériel portant
dispositions diverses sur l'assistance consulaire

Le Ministre des Affaires étrangères,

Vu la loi du 21 décembre 2013 portant le Code consulaire, article 78, alinéa 1^{er} ;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 2019 déterminant les modalités pratiques d'octroi de l'assistance consulaire dans les situations visées à l'article 78, alinéa 1^{er} de la loi du 21 décembre 2013 portant le Code consulaire,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Décès d'un Belge à l'étranger*

Article 1^{er}. Le poste confirme à la direction Assistance ou au service de garde du SPF Affaires étrangères le décès d'un compatriote survenu à l'étranger au moyen du formulaire « Fiche de renseignements relative au décès » en annexe 1.

La saisine de la police locale se fait via le point de contact de la Direction des opérations de police administrative (DAO) ou directement lorsque ce canal n'est pas disponible.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING

[C - 2019/12810]

20 MEI 2019. — Ministerieel besluit houdende
diverse bepalingen betreffende consulaire bijstand

De Minister van Buitenlandse Zaken,

Gelet op de wet van 21 december 2013 houdende het Consulaire Wetboek, artikel 78, eerste lid;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 2019 tot bepaling van de praktische modaliteiten voor het verlenen van consulaire bijstand voor situaties bedoeld in artikel 78, eerste lid, van de wet van 21 december 2013 houdende het consulaire wetboek,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Overlijden van een Belg in het buitenland*

Artikel 1. De post bevestigt het overlijden van een landgenoot dat plaatsvond in het buitenland aan de directie Bijstand of de wachtdienst van de FOD Buitenlandse Zaken met het formulier "Inlichtingenformulier omtrent het overlijden van een landgenoot" in bijlage 1.

Het contacteren van de lokale politie gebeurt via het aanspreekpunt van de Directie van de operaties inzake de bestuurlijke politie (DAO) of rechtstreeks, indien deze werkwijze niet mogelijk zou zijn.

Art. 2. Pour le suivi du volet « funérailles », la famille désigne un représentant.

Art. 3. Les informations suivantes sont transmises par le SPF Affaires étrangères au porte-parole de la famille :

- Lieu et date du décès ;
- Brève description des circonstances du décès ;
- Localisation de la dépouille mortelle.
- La transmission d'informations peut être écrite ou orale.

Art. 4. Le modèle de laissez-passer mortuaire est établi conformément à l'arrêté du Régent du 20 juin 1947, relatif au transport des dépouilles mortelles, ainsi qu'il ressort du modèle « Laissez-passer » en annexe 2.

Un modèle de courrier d'accompagnement pour le transport des cendres figure en annexe 3, la « Lettre d'accompagnement en vue du transport des cendres ».

CHAPITRE II. — *Accident grave survenu à un Belge*

Art. 5. Lorsqu'un Belge est victime d'un accident grave à l'étranger, le poste de carrière doit communiquer les informations suivantes à la direction assistance ou au service de garde du SPF Affaires étrangères, qui les fera suivre aux proches :

- Nom et prénom de la victime ;
- Lieu et date de naissance ;
- Numéro de registre national ;
- Lieu et date de l'accident ;
- Brève description de l'accident et de l'état de santé ;
- Informations de contact de l'hôpital/du médecin.

Dans un premier temps, ces informations sont communiquées par le poste de carrière à la direction assistance ou au service de garde par la voie la plus rapide, mais elles feront ensuite toujours l'objet d'une communication écrite, au moyen du formulaire « Accident grave » figurant en annexe 4.

CHAPITRE III. — *Crime grave dont est victime un Belge à l'étranger*

Art. 6. La gravité du crime est évaluée par le poste de carrière compétent qui prend en considération les répercussions psychiques et physiques pour la victime et son entourage.

CHAPITRE IV. — *Disparition inquiétante d'un Belge à l'étranger*

Art. 7. L'information des proches résidant en Belgique se fait par l'intermédiaire de la direction Aide aux victimes compétente pour le lieu où ils résident.

La cellule Personnes disparues de la Police fédérale est également informée par la Direction Assistance.

CHAPITRE V. — *Arrestation ou la détention d'un Belge à l'étranger*

Art. 8. Le poste transmet dès que possible à la Direction Assistance le formulaire de renseignements « Renseignements concernant la personne incarcérée » en annexe 5.

Lorsque la direction assistance est informée par le poste de carrière de la libération du Belge arrêté ou détenu, elle peut en informer les autorités judiciaires belges.

Art. 9. Pour autant que les autorités locales l'autorisent, deux visites consulaires au moins sont organisées par année calendrier dans les pays hors Union européenne avec un coefficient de pénibilité de 5 et/ou un coefficient d'éloignement de 5 ou plus. Dans les pays à coefficients moins élevés, une visite consulaire au minimum est organisée par année calendrier.

Art. 2. Voor het opvolgen van het luik "uitvaart", stelt de familie een vertegenwoordiger aan.

Art. 3. De volgende informatie wordt door de FOD Buitenlandse Zaken overgemaakt aan de woordvoerder van de familie:

- Plaats en datum van overlijden;
- Korte beschrijving van de omstandigheden;
- Lokalisatie van het stoffelijk overschot.

De overdracht van informatie kan zowel schriftelijk als mondeling gebeuren.

Art. 4. Het model van lijkenpas wordt opgesteld krachtens het besluit van de Regent van 20 juni 1947 betreffende het vervoer van lijken, zoals blijkt uit de template "Lijkenpas" in bijlage 2.

Een model van begeleidingsbrief voor het vervoer van de as gaat in bijlage 3, het "Begeleidend schrijven voor transport van urne".

HOOFDSTUK II. — *Ernstig ongeval overkomen aan een Belg*

Art. 5. Indien een Belg in het buitenland het slachtoffer is van een ernstig ongeval, dient de beroepspost de volgende informatie mee te delen aan de directie Bijstand of de wachtdienst van de FOD Buitenlandse Zaken, die het zal overmaken aan de naasten:

- Naam en voornaam van het slachtoffer;
- Geboorteplaats en -datum;
- Rijksregisternummer;
- Plaats en datum van het ongeval;
- Korte beschrijving van het ongeval en de gezondheidstoestand;
- Contactgegevens van het ziekenhuis/de arts.

In eerste instantie wordt die informatie door de beroepspost langs de snelste weg aan de directie Bijstand of de wachtdienst doorgegeven, maar ze zal nadien steeds het onderwerp uitmaken van een schriftelijke communicatie, via het formulier "Ernstig ongeval" in bijlage 4.

HOOFDSTUK III. — *Ernstig misdrijf waarvan een Belg in het buitenland het slachtoffer is*

Art. 6. De ernst van het misdrijf wordt beoordeeld door de bevoegde beroepspost ter plaatse. Deze houdt hierbij rekening met de psychische en fysieke gevolgen voor het slachtoffer en zijn omgeving.

HOOFDSTUK IV. — *De onrustwekkende verdwijning van een Belg in het buitenland*

Art. 7. Het inlichten van de naasten die in België wonen gebeurt via de directie Slachtofferhulp van de woonplaats van betrokkenen.

De cel Vermiste Personen van de Federale Politie wordt eveneens ingelicht door de directie Bijstand.

HOOFDSTUK V. — *Aanhouding of hechtenis van een Belg in het buitenland*

Art. 8. De post maakt zo snel mogelijk het inlichtingenformulier "Inlichtingen over de gevangene" in bijlage 5 over aan de directie Bijstand.

Indien de directie Bijstand door de beroepspost ingelicht wordt van de vrijlating van de aangehouden of gedetineerde Belg, kan zij de Belgische gerechtelijke autoriteiten hiervan inlichten.

Art. 9. Voor zover de lokale overheid het toelaat, worden er in landen buiten de Europese Unie met een hardship coëfficiënt vijf en/of een verwijderingscoëfficiënt vijf en hoger, minstens twee consulair bezoeken per kalenderjaar georganiseerd. In landen met lagere coëfficiënten wordt er minstens één consulair bezoek per kalenderjaar georganiseerd.

CHAPITRE VI. — *Situation de détresse extrême dans laquelle se trouve un Belge à l'étranger*

Art. 10. La situation de détresse extrême est confirmée par la personne concernée dans le formulaire « Demande de rapatriement ou de secours » en annexe 6.

Art. 11. Lorsqu'il est impossible d'aider durablement le Belge sur place, le poste de carrière examine conjointement avec la direction assistance si la personne en détresse a épuisé toutes les possibilités de solution en vue de son retour. La direction assistance prend contact à cet effet avec les compagnies d'assurances, les proches, le CPAS du dernier domicile et l'employeur.

Art. 12. En l'absence d'autres solutions, telles que stipulées à l'article 11, le poste de carrière évalue les modalités pratiques de rapatriement et leurs implications financières.

Lorsque le Belge concerné est majeur et inscrit dans les registres en Belgique, et que les implications financières sont limitées, le poste de carrière peut prendre les dispositions nécessaires pour l'organisation du rapatriement individuel vers la Belgique.

Dans le cas où les conditions précitées ne sont pas remplies, la direction assistance peut prendre, sur la base des informations communiquées, les dispositions nécessaires pour l'organisation du rapatriement individuel vers la Belgique lorsque le Belge concerné

1. n'a pas refusé la solution locale qui lui était proposée ;
2. ne s'est pas mis, par volonté délibérée, dans sa situation de détresse extrême ;
3. n'a pas omis de rembourser un rapatriement individuel précédent ;
4. ne s'est pas opposé, lors d'une tentative récente de rapatriement, à son rapatriement.

Le rapatriement individuel n'a pas pour vocation de soustraire un système social dont dépend un Belge, ou la famille de ce Belge, à leurs obligations de soutien à son égard.

Le présent article ne porte pas sur le rapatriement ou l'évacuation groupés, en cas de crise majeure, qui font l'objet de décisions ad hoc en fonction de la volatilité de la situation sur place.

Le présent article ne porte pas davantage sur le rapatriement sanitaire, pour lequel les services consulaires ne disposent ni de l'expertise, ni des moyens adéquats.

Art. 13. La direction assistance demande le cas échéant aux services de la Croix-Rouge et du CPAS du dernier domicile en Belgique d'organiser l'accueil du Belge.

CHAPITRE VII. — *Crise consulaire majeure*

Art. 14. Une fois par an, après l'été et au plus tard à la mi-novembre, les postes doivent envoyer au centre de crise une version actualisée du dossier de crise du pays ou des pays de leur circonscription consulaire.

Entretemps, le dossier de crise, voire une ou plusieurs annexes, peuvent néanmoins faire l'objet d'adaptations intermédiaires chaque fois que les circonstances l'exigent (par exemple, en cas de rotation du personnel au sein du poste, de changement des personnes de contact sur place, d'adaptation du plan de crise, ...).

CHAPITRE VIII. — *Dispositions particulières relatives aux ressortissants européens non représentés*

Art. 15. Le rapatriement individuel d'un Européen non représenté fera l'objet de l'assentiment préalable de l'Etat européen dont il possède la nationalité.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 2019.

Le Ministre des Affaires étrangères et européennes,
D. REYNDERS

HOOFDSTUK VI. — *Extreme noodtoestand waarin een Belg in het buitenland zich bevindt*

Art. 10. De extreme noodtoestand wordt bevestigd door betrokkene in het formulier "Aanvraag tot repatriëring of bijstand" in bijlage 6.

Art. 11. Indien er geen duurzame oplossing ter plaatse voor de Belg gevonden wordt, gaat de beroepspost samen met de directie Bijstand na of de Belg in nood alle mogelijkheden heeft uitgeput om zelf een oplossing te vinden voor zijn terugkeer. De directie Bijstand contacteert hiervoor de verzekeringsmaatschappijen, de naasten, het OCMW van de laatste woonplaats in België, en de werkgever.

Art. 12. Bij ontbreken van een oplossing zoals bepaald in artikel 11, onderzoekt de beroepspost de praktische modaliteiten en de financiële implicaties van een eventuele repatriëring.

Indien de Belg in kwestie meerderjarig is en ingeschreven is in België en de financiële gevolgen beperkt zijn, kan de beroepspost de nodige maatregelen nemen om tot een individuele repatriëring over te gaan.

Indien aan deze voorwaarden niet voldaan is, kan de directie Bijstand toch, op basis van de beschikbare inlichtingen, de nodige maatregelen nemen om een individuele repatriëring te organiseren, indien de Belg in kwestie :

1. de oplossing die hem ter plaatse werd geboden niet heeft geweigerd.
2. zichzelf niet moedwillig in de extreme noodtoestand heeft gebracht.
3. niet nagelaten heeft een eerdere individuele repatriëring terug te betalen.
4. zich niet verzet heeft tegen de repatriëring bij een eerdere poging tot repatriëring.

De individuele repatriëring kan niet tot doel hebben de Belg te onttrekken aan een systeem van sociale zekerheid waar hij zou onder vallen, noch aan onderhoudsverplichtingen die familieleden zouden hebben.

Dit artikel is niet van toepassing op repatriëring of evacuatie in groep in grote crisissituaties; in die gevallen zullen ad hoc beslissingen genomen worden in functie van de situatie ter plaatse.

Dit artikel is evenmin van toepassing op medische repatriëringen, waarvoor consulaire diensten niet over de expertise of de nodige middelen beschikken.

Art. 13. De directie Bijstand zal indien nodig de diensten van het Rode Kruis en van het OCMW van de laatste woonplaats in België verzoeken om de opvang van de Belg te organiseren.

HOOFDSTUK VII. — *Zware consulaire crisis*

Art. 14. Eén maal per jaar, na de zomer en ten laatste half november, dienen de posten een geactualiseerde versie van het crisisdossier van het land of van de landen van hun consulaire ressort naar het crisiscentrum te sturen.

Tussentijds kunnen het crisisdossier en een of meerdere bijlagen het onderwerp uitmaken van tussentijdse aanpassingen telkens de omstandigheden het vereisten (bijvoorbeeld bij rotatie van personeel binnen de post, bij wijziging van contactpersonen ter plaatse, bij aanpassing van het crisisplan,...).

HOOFDSTUK VIII. — *Bijzondere bepalingen betreffende de niet-vertegenwoordigde Europese onderdanen*

Art. 15. De individuele repatriëring van een niet-vertegenwoordigde Europeaan zal het voorwerp uitmaken van een voorafgaandelijk akkoord van de Europese Lidstaat waarvan hij de nationaliteit heeft.

Gegeven te Brussel, 20 mei 2019.

De Minister van Buitenlandse en Europese zaken,
D. REYNDERS

DONNEES A CARACTERE PERSONNEL - N4 - PERSOONSgegevens
(LOI/WET 8.12.1992)

 ROYAUME DE BELGIQUE	<h2>Fiche de renseignements relative au décès</h2>
--	--

1. Données relatives à la personne décédée

1. Nom :																						
2. Prénom(s) :																						
3. Numéro de registre national	<table border="1"><tr><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td></tr></table>																					
4. Date de naissance :	5. Lieu de naissance (+ pays):																					
6. Nationalité :																						
7. Domicile :																						
8. Situation familiale																						

2. Situation administrative : inscription ou non auprès des services consulaires, de passage, en vacances, en mission, en stage, étudiant, détenu, ...

--

3. Lieu, date et heure du décès

--

4. Contacts personnels, familiaux et / ou professionnels (tél., portables, mails)

--

5. Présence de membres de la famille ou d'un tiers sur place (coordonnées)

--

DONNEES A CARACTERE PERSONNEL - N4 - PERSOONSgegevens
(LOI/WET 8.12.1992)

6. Liens de filiation ou d'alliance avec le défunt

--

7. Coordonnées des personnes déjà averties en Belgique et identité de celles qui les ont averties

--

8. Causes et circonstances du décès et coordonnées des personnes de contact auprès des autorités locales (Police, parquet, ...)

--

9. Coordonnées de l'institution où repose la dépouille mortelle

--

10. Coordonnées d'une ou de plusieurs pompes funèbres

--

11. Estimation des frais d'une inhumation simple mais digne sur place ou d'une incinération avec dispersion des cendres sur place ou des frais de rapatriement de la dépouille mortelle ou des frais d'une incinération sur place avec rapatriement de l'urne, en ce compris les frais administratifs (acte de décès, légalisation, traduction, ...)

--

12. Renseignements concernant une éventuelle assurance d'assistance-voyage, assurance-accident, assurance obsèques, assurance rapatriement

--

DONNEES A CARACTERE PERSONNEL - N4 - PERSOONSgegevens
(LOI/WET 8.12.1992)**13. Souhait exprimé par le défunt de faire don de son corps à la science****14. Souhait exprimé par écrit par le défunt quant à l'organisation de ses funérailles****15. Prise de position de la famille exprimée quant à l'organisation des funérailles****16. Acte de décès (compétence de C3.2)**

1. Les autorités locales ont-elles déjà été averties du décès ?

2. L'acte de décès a-t-il déjà été dressé par les autorités locales ?

3. Le poste est-il en possession d'une copie littérale (expédition) de cet acte ?
Si oui, la transmettre, sans tarder (le cas échéant dûment légalisée et traduite) à C3.2 en vue de sa transcription en Belgique.
Si non, dans quel délai serait-il possible de l'obtenir ?

4. Si le corps devait être rapatrié, la copie littérale de l'acte de décès (le cas échéant dûment légalisée et traduite) accompagnerait-elle le corps ?

5. Le poste remettra-t-il lui-même directement une copie littérale de l'acte de décès (le cas échéant dûment légalisée et traduite) à un membre de la famille du défunt ?
Si oui, identifiez-le (nom, prénom, numéro national, adresse, numéro de téléphone, e-mail).

DONNEES A CARACTERE PERSONNEL - N4 - PERSOONSGEGEVENS
(LOI/WET 8.12.1992)



Inlichtingenfiche omtrent het overlijden van een landgenoot

1. Gegevens van de overledene

1. Naam :

2. Voorna(a)m(en) :

3. Rijksregisternummer :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

4. Geboortedatum :

5. Geboorteplaats (+ land) :

6. Nationaliteit :

7. Woonplaats :

8. Gezinssituatie :

2. Administratieve situatie : inschrijving in het consular bevolkingsregister, op doorreis, met vakantie, op missie, stage, student, gevangene, ...

3. Plaats, datum en uur van overlijden

4. Familiale, persoonlijke en / of professionele contacten (telefoon, gsm, e-mail)

5. Aanwezigheid van familieleden of van een derde met opgave van hun contactgegevens zo zij ter plaats zijn

DONNEES A CARACTERE PERSONNEL - N4 - PERSOONSGEGEVENS
(LOI/WET 8.12.1992)

6. Verwantschap of aanverwantschap met de overledene

--

7. Contactgegevens van de personen in België en in het buitenland die reeds op de hoogte werden gebracht en identiteit van de personen die hen hebben ingelicht

--

8. Oorzaak en omstandigheden van het overlijden en gegevens van de contactpersonen bij de lokale autoriteiten (politie, parket, ...)

--

9. Gegevens van de instelling waar het stoffelijk overschot bewaard wordt

--

10. Gegevens van één of meerdere begrafenisondernemers

--

11. Kostenraming van een eenvoudige en waardige lokale begrafenis of verassing met verstrooiing ter plaats van de as of kostprijs van de repatriëring van het stoffelijk overschot of verassing met repatriëring van de urne, dit met inbegrip van de administratieve kosten (overlijdensakte, legalisatie, vertaling, ...)

--

12. Inlichtingen betreffende een eventuele reisbijstandverzekering, ongevalverzekering, verzekering voor begrafenis kosten, repatriëringverzekering

--

DONNEES A CARACTERE PERSONNEL - N4 - PERSOONSGEGEVENS
(LOI/WET 8.12.1992)

13. Wilsuiting van de overledene m.b.t. het schenken van zijn lichaam aan de wetenschap

14. Schriftelijke wilsuiting van de overledene m.b.t. tot de bestemming van zijn stoffelijk overschot

15. Beslissing van de familie m.b.t. de bestemming van het stoffelijk overschot

16. Overlijdensakte (bevoegdheid van de dienst C3.2)

1. Werden de plaatselijke overheden al in kennis gesteld van het overlijden ?

2. Werd de overlijdensakte al opgesteld door de plaatselijke overheden ?

Is de post al in het bezit van een letterlijk afschrift (expeditie) van deze akte ?
Indien wel, zonder uitstel het afschrift (zo nodig behoorlijk gelegaliseerd en vertaald) overmaken aan C3.2.
Indien niet, binnen welke tijdsperiode zou het mogelijk zijn om dit te bekomen?

3. Als het stoffelijk overschot gerapatrieerd wordt, zal het letterlijk afschrift van de overlijdensakte (zo nodig behoorlijk gelegaliseerd en vertaald) het lijk vergezellen ?

Zal de post zelf een letterlijk afschrift van de overlijdensakte (zo nodig behoorlijk gelegaliseerd en vertaald) overhandigen aan een familielid van de overledene ?
In bevestigend geval, deze identificeren (naam, voornaam, nationaal nummer, adres, telefoonnummer, e-mail).

 ROYAUME DE BELGIQUE	Laissez-passer mortuaire Lijkenpas	 KONINKRIJK BELGIË
--	---	--

..... de Belgique à

..... van België te

Vu l'arrêté du Régent du 20 juin 1947, relatif au transport des dépouilles mortelles, modifié par l'arrêté royal du 1^{er} juillet 1969.

Ayant constaté qu'il a été satisfait aux prescriptions des articles 3 et 4 dudit arrêté,

Gelet op het besluit van de Regent van 20 juni 1947 betreffende het vervoer van lijken, gewijzigd door het Koninklijk besluit van 1 juli 1969.

Na te hebben vastgesteld dat aan de voorschriften van de artikelen 3 en 4 van genoemd besluit is voldaan,

autorise le transport du corps de (Nom et prénoms de la personne décédée)	
verleent hierbij toestemming voor het vervoer van het stoffelijk overschot van (Naam en voornamen van de overledene)	
Résidence	
Woonplaats	
Date et lieu du décès	
Datum en plaats van het overlijden	
Lieu de naissance :	Date :
Geboorteplaats:	Datum:
De	à
Van	naar
Par (moyen de transport)	
Per (transportmiddel)	



Lettre d'accompagnement en vue du transport des cendres

..... de Belgique à certifie par la présente que l'urne
contient effectivement les cendres de

Nom :
Prénom(s) :
Lieu et date de naissance :
Adresse :
Lieu et date du décès :

Le présent document est délivré en vertu des déclarations de l'entrepreneur des pompes
funèbres
dont copie est annexée à la présente.

Fait à le

(sceau)

(signature)



Begeleidend schrijven voor transport van urne

..... van België te bevestigt dat de urne effectief de
as bevat van

Naam :
Vorna(a)m(en) :
Geboorteplaats en -datum :
Woonplaats :
Plaats en datum van het overlijden :

Dit document werd afgegeven op grond van de verklaring van de begrafenisondernemer
.....
waarvan kopie is aangehecht aan dit attest.

Te op

(stempel)

(handtekening)



Accident grave

1. La victime

1. Nom :

2. Prénom(s) :

3. Numéro de registre national :

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

4. Date de naissance :

5. Lieu de naissance (ville + pays) :

6. Nationalité :

7. Assurance : Oui:

Non

2. Description de l'accident et état de santé de la victime

Victime consciente : Oui Non

3. Coordonnées de contact de l'hôpital/ du médecin

4. Coordonnées des autorités policières et judiciaires

5. Personnes à prévenir**6. Remarques**

1. Médiatisation : Oui Non

2. Autres :



Ernstig ongeval

1. Het slachtoffer

1. Naam :

2. Voorna(a)m(en):

3. Rijksregisternummer:

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

4. Geboortedatum:

5. Geboorteplaats (stad + land):

6. Nationaliteit:

7. Verzekering: Ja : Nee

2. Beschrijving van het ongeval en toestand van het slachtoffer

Slachtoffer bij bewustzijn: Ja Nee

3. Contactgegevens van het ziekenhuis/ de dokter

4. Contactgegevens van politionele en gerechtelijke autoriteiten

5. Te verwittigen nabestaanden**6. Opmerkingen**

1. Mediatisatie : Ja Nee

2. Andere:



Renseignements concernant la personne incarcérée

1. Identité de la personne

1. Nom :																				
2. Prénom(s) :																				
3. Numéro de registre national :	<table border="1"> <tr> <td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td><td></td> </tr> </table>																			
4. Date de naissance :	5. Lieu de naissance (ville+ pays) :																			
6. Nationalité (s)(1) :																				
7. Etat civil :																				
8. Profession :																				

2. Domicile

1. Résidence habituelle :
2. Dernier domicile en Belgique (2) :

3. Informations judiciaires

1. Date de l'arrestation ou de la mise en détention préventive :
2. Adresse du centre de détention :
3. Motif :
5. Personnes en Belgique que l'intéressé souhaite informer (3) :
6. Défenseur qui a été désigné ou choisi (4) :
7. Date du jugement :

8. Nature et durée de la condamnation

Notice vie privée

Vos données personnelles sont gérées conformément au règlement européen 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et conformément à la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel (loi vie privée).

Vous disposez d'un droit d'accès, d'interrogation, de modification et de rectification à vos données personnelles. Vous disposez également d'un droit d'opposition au traitement de vos données personnelles pour des motifs légitimes. Pour exercer vos droits, vous devez adresser un courrier au Délégué à la protection des données du SPF Affaires étrangères, accompagné d'un scan de votre titre d'identité comportant votre signature, à l'adresse électronique suivante : dpo@diplobel.fed.be.

- (1) Mentionner si la personne a la nationalité de l'Etat d'accréditation**
- (2) Si la résidence habituelle est à l'étranger**
- (3) Indiquer le nom, le lien de parenté, l'adresse complète et le n° de téléphone**
- (4) Indiquer le nom et le n° de téléphone de l'avocat**



Inlichtingen over de gevangene

1. Identiteit van de persoon

1. Naam :	
2. Voornamen :	
3. Rijksregisternummer:	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>
4. Geboortedatum:	5. Geboorteplaats (stad + land)::
6. Nationaliteit(en)(1) :	
7. Burgerlijke staat :	
8. Beroep :	

2. Verblijfplaats

1. Gewone verblijfplaats :
2. Laatste verblijfplaats in België (2) :

3. Juridische inlichtingen

1. Datum van de arrestatie of van de voorlopige inhechtenisneming :
2. Adres van het detentiecentrum :
3. Reden :
5. Personen in België die de betrokkene wenst in te lichten (3) :
6. Verdediger die werd aangewezen of gekozen (4) :
7. Datum van de uitspraak :

8. Aard en duur van de veroordeling :

Opmerking persoonlijke levenssfeer

Uw persoonsgegevens worden beheerd conform de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en conform de Belgische wet van 30 juli 2018 inzake de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens (Privacywet).

U heeft een recht op toegang tot, informatie over, wijziging en verbetering van uw persoonlijke gegevens. Eveneens heeft u een recht van verzet omwille van legitieme redenen tegen het gebruik van uw persoonlijke gegevens. Om uw rechten uit te oefenen, moet u zich richten tot de functionaris voor de gegevensbescherming bij de FOD Buitenlandse Zaken, vergezeld van een scan van uw identiteitskaart met uw handtekening, via het mailadres: dpo@diplobel.fed.be

- (1) Invullen of de betrokkene de nationaliteit van de geaccrediteerde Staat heeft
- (2) Met de gewone verblijfplaats in het buitenland
- (3) Naam, verwantschapgraad, volledig adres en telefoonnummer
- (4) Naam en telefoonnummer van de advocaat



Demande de rapatriement ou de secours

1. Mes données

1. Nom :																						
2. Prénom(s) :																						
3. Numéro de registre national :	<table border="1" style="border-collapse: collapse; width: 100%;"> <tr> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> <td style="width: 20px; height: 20px;"> </td> </tr> </table>																					
4. Date de naissance :	5. Lieu de naissance (ville+ pays) :																					
6. Nationalité :																						

2. Personnes qui m'accompagnent

Nom	Prénom	Date de naissance ou numéro de registre national	Lien familial: époux/épouse, cohabitant légal, enfant à charge	Nationalité

3. Ma situation actuelle

1. Ma résidence actuelle :
2. Dans quelles conditions suis-je logé(e)?
3. Les autorités locales ou d'autres instances me procurent-elles de l'aide?
4. Comment est-ce que je subviens à mon entretien et éventuellement à celui de ma famille?

4. Rapatriement

1. Motif de ma demande :

2. Coût approximatif des frais de rapatriement aux conditions les plus économiques :

3. Vais-je me réinstaller en Belgique ?

 Oui Non

4. Lieu de destination en Belgique (Région, commune) :

5. Possibilité d'accueil et d'hébergement par un membre de ma famille ou ami :

 Oui Non

Coordonnées de la personne :

6. Demande d'un accueil Croix-Rouge :

 Oui (remplir le document ad-hoc) Non**5. Demande de secours**

1. Motif de ma demande :

2. Montant demandé :

3. Justification du montant :

6. Mes possibilités d'intervention financière

1. Quels sont mes moyens d'existence ?

2. Coordonnées complètes des personnes qui sont légalement tenues à me fournir des aliments ((1) – voir page suivante) :

3. Autres membres de la famille ou amis qui sont disposés à intervenir en ma faveur :

7. Accord et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude de tous les renseignements fournis dans cette demande de rapatriement ou de secours et m'engage à fournir toutes pièces justificatives complémentaires qui me seraient demandées.

Fait à le

 **Signature**

8. Avis ou remarques du poste

Date :

 **Signature du chef de poste**

Notice vie privée

Vos données personnelles sont gérées conformément au règlement européen 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD) et conformément à la loi belge du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel (loi vie privée).

Vous disposez d'un droit d'accès, d'interrogation, de modification et de rectification à vos données personnelles. Vous disposez également d'un droit d'opposition au traitement de vos données personnelles pour des motifs légitimes. Pour exercer vos droits, vous devez adresser un courrier au Délégué à la protection des données du SPF Affaires étrangères, accompagné d'un scan de votre titre d'identité comportant votre signature, à l'adresse électronique suivante : dpo@diplobel.fed.be.

- (1) Conformément aux dispositions du Code civil, les personnes suivantes sont tenues à l'obligation alimentaire :
- > les époux (article 213) ;
 - > les parents en ligne directe, tant ascendants que descendants (articles 203, 205, 205bis, et 207). Il faut étendre à la parenté naturelle le principe de l'obligation alimentaire mais la parenté naturelle n'existe qu'au premier degré ;
 - > les gendres, les belles-filles à leurs beaux-pères et belles-mères et réciproquement. Cette obligation cesse :
 - a) pour les gendres et les belles-filles lorsque la belle-mère ou le beau-père a convolé en secondes noces ;
 - b) lorsque celui des époux qui produisait l'affinité et les enfants issus de son union avec l'autre époux sont décédés (articles 206 et 207) ;
 - > l'adoptant à l'adopté et les descendants légitimes et réciproquement (article 364) ;
 - > le tuteur à l'égard de son/sa pupille ;
 - > le tuteur officieux à l'égard de son /sa pupille (article 475bis).



Aanvraag tot repatriëring of bijstand

1. Mijn gegevens

1. Naam:

2. Voorna(a)m(en):

3. Rijksregisternummer:

<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------	----------------------

4. Geboortedatum:

5. Geboorteplaats (stad + land):

6. Nationaliteit:

2. Personen die me vergezellen

Naam	Voornaam	Geboortedatum of rijksregisternummer	Familieband: echtgenoot of -genote, wettelijk samenwonend, kind ten laste	Nationaliteit
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>
<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>	<input type="text"/>

3. Huidige situatie

1. Mijn huidige verblijfplaats:

2. In welke toestand ben ik gehuisvest?

3. Geniet ik van hulp door plaatselijke overheden of van andere instanties?

4. Hoe voorzie ik in mijn onderhoud en eventueel in dit van mijn gezin?

4. Repatriëring

1. Redenen van mijn aanvraag:

2. Benaderend bedrag van de reiskosten aan de meest economische voorwaarden:

3. Ga ik me terug in België vestigen?

Ja

Nee

4. Bestemming in België (gewest, stad):

5. Mogelijkheid van ontvangst en logies door familielid of vriend?

Ja

Nee

Contactgegevens van deze persoon:

6. Aanvraag tot onthaal door het Rode Kruis?

Ja (het ad-hoc document invullen)

Nee

5. Verzoek om bijstand

1. Redenen van de aanvraag:

2. Gevraagd bedrag:

3. Verantwoording van het bedrag:

6. Mijn mogelijkheden van financiële tussenkomst

1. Wat zijn mijn bestaansmiddelen?

2. Contactgegevens van de personen die wettelijk gehouden zijn om me te onderhouden ((1) – zie volgende bladzijde):

3. Andere personen die bereid zijn om tussen te komen:

7. Akkoord en handtekening

Ik bevestig op mijn eer dat alle inlichtingen in deze aanvraag om repatriëring verstrekt, juist zijn en verbind er mij toe alle aanvullende bewijsstukken voor te leggen die mij zouden worden gevraagd.

Te op

 **Handtekening**

8. Advies en opmerkingen van de post

Datum:

 **Handtekening van het hoofd van de post**

Opmerking persoonlijke levenssfeer

Uw persoonsgegevens worden beheerd conform de Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en conform de Belgische wet van 30 juli 2018 inzake de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens (Privacywet).

U heeft een recht op toegang tot, informatie over, wijziging en verbetering van uw persoonlijke gegevens. Eveneens heeft u een recht van verzet omwille van legitieme redenen tegen het gebruik van uw persoonlijke gegevens. Om uw rechten uit te oefenen, moet u zich richten tot de functionaris voor de gegevensbescherming bij de FOD Buitenlandse Zaken, vergezeld van een scan van uw identiteitskaart met uw handtekening, via het mailadres: dpo@diplobel.fed.be.

- (1) Volgens de bepalingen van het Burgerlijk Wetboek zijn de volgende personen levensonderhoud verschuldigd :
- de echtgenoten (artikel 213);
 - de ouders in rechtstreekse lijn, en bloedverwanten in de opgaande als in de nederdalende lijn (artikelen 203, 205, 205bis en 207) regel van de onderhoudsplicht moet worden uitgebreid tot de natuurlijke bloedverwantschap, maar blijft in dit geval tot de eerste graad beperkt;
 - schoonzonen en schoondochters aan hun schoonouders en omgekeerd.
 - a) voor de schoonzonen en schoondochters wanneer de schoonmoeder een tweede huwelijk aangaat;
 - b) wanneer degene van de echtgenoten die de aanverwantschap heeft doen ontstaan en de kinderen uit zijn huwelijk met de andere echtgenoot geboren, overleden zijn (artikel 206 en 207) ;
 - de pleegouder van het aangenomen kind en aan diens wettige afstamming ; de verplichting is wederkerig (artikel 364);
 - de voogd tegenover zijn pleegkind (artikel 450);
 - de pleegvoogd aan het pleegkind (artikel 475bis).